

**CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE
DE LA SEINE-SAINT-DENIS
DIRECTION DU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL
195 AVENUE PAUL VAILLANT COUTURIER
93014 BOBIGNY CEDEX**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES
PROCEDURE : AOO 01-2025**

MARCHE N°:

PROCEDURE : APPEL D'OFFRES OUVERT

TYPE DE MARCHE : SERVICES

**OBJET DU MARCHE : MAINTENANCE ET DEPANNAGES DES
INSTALLATIONS DE CLIMATISATION,
VENTILATION ET CHAUFFAGE DES
IMMEUBLES DE LA CAISSE PRIMAIRE
D'ASSURANCE MALADIE DE LA SEINE-
SAINT-DENIS.**

DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES : le 17 avril 2025 à 16h00

MARS 2025

SOMMAIRE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES PROCEDURE : AOO 01-2025.....	1
MARCHE N°:	1
ARTICLE 1 - POUVOIR ADJUDICATEUR.....	2
ARTICLE 2 – TYPE D’ACTIVITE	2
ARTICLE 3 - OBJET DU MARCHE.....	2
ARTICLE 4 – TYPE ET NATURE DU MARCHE	2
ARTICLE 5 – MODALITES DE PUBLICATION	3
ARTICLE 6 - LES PARTIES CONTRACTANTES.....	3
ARTICLE 7 – DUREE DU MARCHE ET RESILIATION.....	3
ARTICLE 8 - LES PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	4
ARTICLE 9 – EVOLUTION DU PATRIMOINE.....	4
ARTICLE 10 – FORME DU PRIX ET CONDITION DE VARIATION	4
ARTICLE 11 – CONDITIONS DE REGLEMENT	5
ARTICLE 12 – NANTISSEMENT / CESSIION DE CREANCES.....	6
ARTICLE 13 – RETENUE DE GARANTIE.....	6
ARTICLE 14 – CLAUSE SOCIALE	6
ARTICLE 15 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	6
ARTICLE 16 – PENALITE	7
ARTICLE 17 – RESPONSABILITE ET ASSURANCE	7
ARTICLE 18 – SOUS-TRAITANCE	8
ARTICLE 19 – LIVRET DE SECURITE DU SYSTEME D’INFORMATION DE L’ORGANISME ...	8
ARTICLE 20 – ENGAGEMENT DE DISCRETION ET CLAUSE DE CONFIDENTIALITE	8
ARTICLE 21 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	9
ARTICLE 22 – DISPOSITION DE VIGILANCE (Article D 8222-5 du Code du travail).....	10
ARTICLE 23 – DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	10

ANNEXE 1 : Livret de sécurité du prestataire

ARTICLE 1 - POUVOIR ADJUDICATEUR

Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Seine-Saint-Denis
 195 avenue Paul Vaillant Couturier
 93014 BOBIGNY CEDEX
 FRANCE
 Tél. : 01.48.96.47.16 / 37.25
 Fax : 01.48.96.49.59
 Mail : achats.cpam-seine-saint-denis@assurance-maladie.fr

L'autorité compétente du pouvoir adjudicateur est le Directeur Général de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Seine-Saint-Denis, 195 avenue Paul Vaillant Couturier 93014 Bobigny cedex - et, par délégation, la Directrice du Secrétariat Général, Madame Coline SLIM.

La comptable assignataire est la Directrice Comptable et Financière de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Seine-Saint-Denis (même adresse).

ARTICLE 2 - TYPE D'ACTIVITE

Organisme de Sécurité Sociale.

ARTICLE 3 - OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet la maintenance et les dépannages des installations de climatisation, de ventilation et chauffage des immeubles de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Seine-Saint-Denis.

Les prestations seront exécutées conformément aux prescriptions techniques et indications contenues dans les pièces contractuelles.

ARTICLE 4 - TYPE ET NATURE DU MARCHE**4-1 Procédure**

Le présent marché est lancé sous la forme d'un d'Appel d'Offres Ouvert, passé en application de l'article R.2124-2 du Code de la Commande Publique.

Le marché reste soumis à la réglementation applicable aux marchés des organismes de la Sécurité Sociale, soit à ce jour, les dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant sur la réglementation des marchés publics des organismes de Sécurité Sociale.

4.2 Forme

Le présent marché est un marché à prix forfaitaire.

4.3 Classification

La référence à la nomenclature européenne (CPV) est la suivante :

CPV	INTITULE
50 71 00 00 – 5	Services de réparation et d'entretien d'installations électriques et mécaniques de bâtiment

4.4 Type : Services

ARTICLE 5 – MODALITES DE PUBLICATION

Avis d'appel Public à la concurrence envoyé à la publication :

- Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics
- Journal Officiel de l'Union Européenne
- <https://www.marches-publics.gouv.fr>

ARTICLE 6 - LES PARTIES CONTRACTANTES

Les parties contractantes sont :

d'une part,

La CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DE LA SEINE-SAINT-DENIS 195, avenue Paul Vaillant Couturier - 93014 Bobigny Cedex FRANCE - représentée par le Directeur Général, Monsieur Stephan DI IORIO désigné dans le présent cahier par l'expression "L'ORGANISME",

et, d'autre part,

LE FOURNISSEUR Titulaire du marché désigné dans le présent Cahier des Clauses Particulières par l'expression " LE TITULAIRE"

ARTICLE 7 – DUREE DU MARCHE ET RESILIATION

7-1 Point de départ et durée

Le présent marché est conclu pour une durée de 1 an. Il pourra être reconduit de manière tacite trois (03) fois par période de douze (12) mois.

En tout état de cause, le marché ne pourra s'exécuter au-delà d'une durée maximale de 4 ans toutes reconductions confondues.

Le Titulaire du marché ne peut pas refuser la reconduction selon les dispositions de l'article R 2112-4 du Code de la Commande Publique.

La non reconduction du marché ne donne lieu à aucune indemnité au profit du Titulaire.

Le pouvoir adjudicateur peut dénoncer le contrat par lettre recommandée papier ou électronique en faisant part de sa décision au titulaire de ne pas reconduire le marché, au moins trois (3) mois avant l'échéance de la période en cours.

Le démarrage des prestations est envisagé pour le 13 juillet 2025 ou à la date mentionnée sur la lettre de notification.

7-2 Résiliation

En dehors des cas de résiliation prévus aux CCAG - Chapitre VII - Articles 38 à 45 qui seront applicables au présent marché, chacune des parties peut à tout moment prendre l'initiative d'une résiliation avant l'échéance, notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception postée au moins 4 mois avant la date de résiliation effective.

Une résiliation du marché pourra également être envisagée de plein droit par la CPAM de Seine-Saint-Denis aux torts exclusifs du Titulaire sans indemnités et sans préavis, dans les cas suivants :

- retards répétés et non justifiés dans le cadre de l'exécution du marché,
- livraison de fournitures non conformes aux spécifications du Cahier des Clauses Particulières,
- inobservations répétées des consignes de sécurité imposées par la CPAM,
- fraude dûment constatée sur la qualité des prestations ou sur la quantité des fournitures.

Outre les cas de résiliation mentionnées dans le présent document, l'Organisme peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général fondé sur une réorganisation de service, une évolution de fonctionnement, des techniques, des besoins ou de politique de l'établissement. Dans ce cas, par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS, cette résiliation n'ouvre pas droit à indemnisation du titulaire sauf si ce dernier apporte les justifications utiles et nécessaires des frais et investissements éventuellement engagés pour l'exécution du marché jusqu'à son terme, qui n'aurait pas été prise en compte dans le décompte de résiliation.

ARTICLE 8 - LES PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

8-1 Pièces particulières du marché

Les pièces constitutives du marché comprennent par ordre de priorité décroissant :

- l'Acte d'Engagement et ses annexes, signés par les deux parties, et dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'Organisme fait seul foi ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.), et dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'Organisme fait seul foi ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P), et dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'Organisme fait seul foi ;
- l'Offre technique et financière du titulaire ;

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs du marché, ces documents prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés.

Si le Titulaire joint à son offre des conditions générales, celles-ci ne s'appliquent que pour autant qu'elles ne contreviennent pas aux clauses prévues par le marché et ses annexes. En aucun cas, elles ne peuvent se substituer aux conditions contractuelles de ces derniers qui seules font foi.

8.2- Pièces générales

- l'arrêté du 19 juillet 2018 modifié portant réglementation sur les marchés des organismes de Sécurité Sociale ;
- le Code de la Commande Publique ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux Marchés Publics de Fournitures Courantes et de Services (C.C.A.G. F.C.S.) en vigueur à la date de remise des offres dans le silence des pièces contractuelles particulières.

ARTICLE 9 – EVOLUTION DU PATRIMOINE

Le nombre des installations concernées par les prestations est susceptible de varier, en plus ou en moins, selon l'évolution du patrimoine immobilier de l'organisme.

Le montant du marché sera augmenté après acceptation d'un devis par l'organisme ou réduit du prix de la redevance forfaitaire annuelle du site concerné et un avenant modificatif sera établi.

ARTICLE 10 – FORME DU PRIX ET CONDITION DE VARIATION

10-1 Forme du prix

Les prix du présent marché figurant dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire et dans l'Acte d'Engagement.

Ils comprennent toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres afférentes à la réalisation des prestations objet du marché ainsi que les transports jusqu'aux lieux des prestations.

10-2 Détermination et variation du prix

Les prix sont fermes et non révisables pendant la première année du marché. Passé ce délai, une révision pourra intervenir en fonction de l'évolution des prix du tarif de base. La révision se fait à la baisse comme à la hausse.

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques correspondantes au mois qui précède celui du jour fixé pour la remise des offres. Ce mois est appelé "mois zéro".

Les prix figurant à l'acte d'engagement sont révisables annuellement à la date anniversaire de notification du marché par application de la formule suivante :

$$P = P_0 [0,15 + 0,85 (0,70 \text{ ICHT IME} / \text{ICHT IME}_0 + 0,30 \text{ FSD2} / \text{FSD2}_0)]$$

dans laquelle :

- P : valeur révisée du marché ;
- Po : valeur initiale du marché (mois Mo) ;
- FSD2 : indice frais et service divers, publié à la date anniversaire du marché ;
- FSD2o : indice frais et service divers. Dernier indice connu à la date d'établissement du prix initial (mois Mo). Base 2010 – décembre 2024 : **119,4** publié sur INSEE (Identifiant 001711011) : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001711011>
- ICHT-IME : indice du coût horaire du travail des industries mécaniques et électriques publié à la date anniversaire du marché ;
- ICHT-IMEo : indice du coût horaire du travail des industries mécaniques et électriques. Dernier indice connu à la date d'établissement du prix initial (mois Mo). Base de 100 en décembre 2008 – septembre 2024 : **141,4** publié par INSEE (Identifiant 001565183) : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565183>

Cette révision n'a pas à être constatée par avenant. Cependant Le titulaire s'engage à fournir les nouveaux tarifs, ainsi que les éléments de calcul retenus, au moins 1 mois avant leur date d'entrée en vigueur. En cas de non-respect de ce délai, les prix en cours seront reconduits pour une nouvelle période d'un an.

Si l'un des indices servant de référence à la mise en œuvre de la formule de variation de prix venait à être changé ou disparaître pendant la période d'exécution du présent marché, les parties conviennent de lui substituer l'indice préconisé par l'Organisme, en utilisant le coefficient de raccordement qui s'y rattache.

Les remises consenties figurant à l'Acte d'Engagement resteront valables pour la durée totale du marché.

Les coefficients de révision sont arrondis au millième inférieur.

10-3 Clause de sauvegarde

Lorsque l'application de la formule de variation entraîne une augmentation des prix de plus de 3.5% par rapport à l'année précédente, l'Organisme se réserve la possibilité de résilier le marché sans indemnité ou de limiter l'effet prix à 3.5%, sous réserve de l'accord express du Titulaire formulé par écrit.

10-4 T.V.A

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au jour de la facturation.

10-5 Clause de réexamen

En cours d'exécution du marché, l'Organisme se réserve le droit d'organiser une réunion avec le Titulaire afin d'envisager les modifications éventuelles pouvant être portées au marché.

Ces modifications en cours d'exécution, pourront porter sur les prestations demandées au présent document ainsi que sur la décomposition du bordereau de prix.

Lorsque le pouvoir adjudicateur et le Titulaire sont d'accord pour arrêter les prix définitifs, ceux-ci font l'objet d'un avenant au marché.

ARTICLE 11 – CONDITIONS DE REGLEMENT

Le Titulaire du marché doit obligatoirement adresser toutes les factures rédigées dans la langue française, sur le :

Portail Chorus Pro : 32369027100032 – code service S111 SERVICE FACTURATION

Ou à défaut par mail à : gestion-achats.cpam-seine-saint-denis@assurance-maladie.fr

Les prestations afférentes au marché devront être détaillées et seront payées mensuellement à terme échu.

Elles doivent comporter :

- le nom du titulaire,
- le numéro du marché,
- la prestation effectuée,
- le montant hors T.V.A.,
- le taux et le montant de la T.V.A.,
- la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP),
- le montant total T.T.C.,
- la date d'établissement de la facture.

En application des articles R.2192-10, R.2192-12 et R.2192-13 du code de la commande publique, les sommes dues par l'administration au titulaire lui sont payées dans un délai de trente (30) jours maximums à compter de la date réception de la demande de paiement par l'administration.

Le point de départ du délai est celui fixé par le décret n° 2002-232 du 21 février 2002, modifié par le décret n° 2008-408 du 28 avril 2008.

Le défaut de paiement dans les délais ci-dessus entraîne le paiement d'intérêts moratoires, au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant (selon le cas), au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne (BCE) en vigueur à la date à laquelle lesdits intérêts ont commencé de courir, majoré de 8 points (décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 – article 8).

En cas de retard de paiement, le pouvoir adjudicateur sera de plein droit débiteur auprès du titulaire du marché de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, conformément aux dispositions de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013, fixée à 40 €.

ARTICLE 12 – NANTISSEMENT / CESSION DE CREANCES

Le pouvoir adjudicateur remet au Titulaire unique ou au groupement solidaire dont les prestations ne sont pas individualisées une copie de l'original du marché revêtue de la mention « remis en unique exemplaire en vue d'une opération de cession ou de nantissement ».

En cas de groupement conjoint ou encore de groupement solidaire dont les prestations sont individualisées, et sous réserve que les prestations fassent l'objet d'un paiement séparé, il est remis à chacun des membres du groupement une copie de l'original du marché revêtue de la mention « remis en unique exemplaire en vue d'une opération de cession ou de nantissement ».

Dans tous les cas, il est spécifié à l'acte d'engagement, le montant maximum pouvant être nanti ou cédé au profit de l'entreprise unique ou du groupement solidaire, et en cas de groupement conjoint ou de groupement solidaire dont les prestations sont individualisées et payées séparément, au profit de chacun des membres du groupement conjoint.

En cas de sous-traitance proposée après le dépôt des offres, et ainsi jusqu'à la réception des travaux, le titulaire devra présenter au pouvoir adjudicateur l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité qui lui a été remis.

ARTICLE 13 – RETENUE DE GARANTIE

Sans objet.

ARTICLE 14 – CLAUSE SOCIALE

Le Titulaire du marché a l'obligation de respecter la réglementation en matière d'emploi des personnes en situation de handicap et favoriser l'insertion professionnelle des personnes éloignées de l'emploi.

L'Organisme se réserve le droit d'exiger les justifications correspondantes.

ARTICLE 15 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Au titre de ses obligations annexes, le titulaire veillera à la diminution de l'impact de sa prestation sur

l'environnement, ce qui inclut notamment :

- l'usage de papier d'impression dont la production garantit la gestion durable des forêts, identifié au moyen d'un label reconnu choisi par le titulaire (PEFC, FSC, etc...),
- le choix de modes de déplacement peu polluants ou mutualisés et l'optimisation des trajets empruntés dès lors que ces mesures ne portent pas atteinte aux conditions de réalisation de la prestation,
- l'usage le plus large possible d'un outil informatique récent et adapté aux échanges en interne ou avec les clients,
- lorsque c'est possible, le choix de produits créés selon des procédés respectueux de l'environnement et le choix d'emballages recyclables,
- toutes les mesures propres à diminuer l'impact sonore de ses prestations.

ARTICLE 16 – PENALITE

Le montant des éventuelles pénalités est déduit du montant total hors taxes de la facture concernée. Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées suivant les dispositions ci- après :

- Forfaitairement pour tout report de son fait d'une opération de maintenance préventive programmée sans accord préalable de l'organisme : 50,00 euros H.T. (sont exclus les reports du fait de l'organisme) ;
- Non-respect pour retard sur intervention en dépannage : 100€ HT. Les pénalités pour retard commencent à courir le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré ;
- Non-respect des prescriptions relatives à la sécurité et à l'hygiène, par infraction constatée et par jour franc : 150 € HT ;
- Sous-traitance occulte :

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur serait amené à constater la présence sur le site de personnels d'une entreprise en situation de sous-traitance occulte (non déclarée au maître de l'ouvrage ou non agréée par lui), l'entreprise titulaire du marché se verra appliquer une pénalité forfaitaire de 1.500€ HT pour chaque infraction constatée.

Les pénalités sont applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires sur la facturation.

Les pénalités sont cumulatives et leur application est indépendante des autres sanctions auxquelles le retard peut donner lieu, notamment la résiliation éventuelle du marché.

Dans l'hypothèse d'une résiliation, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour de la notification de résiliation.

Les pénalités n'ont pas un caractère libératoire de la responsabilité du Titulaire.

ARTICLE 17 – RESPONSABILITE ET ASSURANCE

Le Titulaire est responsable des dommages de toute nature que son personnel pourrait causer aux biens de l'Organisme ou aux personnels.

Le Titulaire fait en outre son affaire de la réparation des préjudices qu'il pourrait lui-même subir à l'occasion de l'exécution des prestations, objet du présent marché, et renonce à tout recours contre l'Organisme.

Le Titulaire sera seul responsable de tout dommage résultant de son propre fait ou du fait de ses préposés. Ces derniers resteront sous sa garde (au sens du Code Civil) pendant l'exécution des prestations de telle sorte que tous les accidents ou toutes les infractions qui surviendraient relèvent de sa seule responsabilité.

Il lui appartient en conséquence de contacter toutes polices d'assurances nécessaires à la couverture

des risques qu'il encourt et d'obtenir de ses assureurs qu'ils renoncent à tout recours contre l'Organisme

ARTICLE 18 – SOUS-TRAITANCE

Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines prestations sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le pouvoir adjudicateur et de l'agrément des conditions de paiements conformément à la loi n°75-1334 du 31/12/75 modifiée relative à la sous-traitance.

En cas de recours à la sous-traitance, le Titulaire doit remettre au pouvoir adjudicateur une déclaration de sous-traitance DC4 accessible à l'adresse <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat> dûment complétée, datée et signée, à raison d'un exemplaire par sous-traitant potentiel.

Le Titulaire s'engage en outre à faire respecter à ses sous-traitants l'ensemble des clauses du présent marché.

Le Titulaire demeure entièrement responsable vis à vis du pouvoir adjudicateur des prestations sous-traitées. En tout état de cause, le Titulaire précise le domaine d'intervention pour lequel il a recours à la sous-traitance ainsi que la quantité et la nature des prestations mais le Titulaire assure la maîtrise d'œuvre et la responsabilité de l'ensemble du service.

Dans le cas où l'organisme serait informé que le titulaire a eu recours à un sous-traitant sans avoir fait l'objet d'un accord préalable écrit de l'organisme, une pénalité de 1 000,00 euros HT sera appliquée après mise en demeure adressée par recommandé avec accusé de réception, si le titulaire n'apporte pas la preuve sous 15 jours de la régularisation de sa situation.

ARTICLE 19 – LIVRET DE SECURITE DU SYSTEME D'INFORMATION DE L'ORGANISME

Dans le cadre de la mise en œuvre de la politique de sécurité du système d'information, le livret de sécurité du système d'information de l'organisme joint au CCAP est communiqué. L'organisme se réserve le droit de procéder à toute vérification pour s'assurer du respect de ces obligations.

A l'échéance du marché, le Titulaire sera avisé par l'Organisme que les droits d'accès physiques aux locaux lui seront retirés.

PLAN DE PREVENTION : à l'issue de la notification, un plan de prévention devra être signé par les deux parties.

ARTICLE 20 – ENGAGEMENT DE DISCRETION ET CLAUSE DE CONFIDENTIALITE

Le PRESTATAIRE et son personnel s'engagent :

- à ne pas divulguer à des tiers des informations qu'ils pourraient être amenés à connaître dans le cadre de leur activité chez le BENEFICIAIRE ;
- à protéger les informations confidentielles du BENEFICIAIRE dont ils ont connaissance ou qu'ils manipulent et à ne pas les divulguer à autrui;
- à ne pas mettre au profit les activités qui leur ont été confiées pour recueillir ou rechercher intentionnellement des informations confidentielles du BENEFICIAIRE sous quelque forme que ce soit;
- à informer immédiatement le BENEFICIAIRE de toute situation où de telles informations seraient recueillies par inadvertance, ou viendraient fortuitement à leur connaissance.

21. 1. Chaque Partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent Contrat. Les Parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les Parties tout au long de l'exécution du Contrat.

Chaque Partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque Partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites

informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou disquette, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

21.2. Chacune des Parties s'engage notamment à :

- prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du Contrat,
- ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du Contrat,
- ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du Contrat,
- ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,
- ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
- ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du Contrat et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

21.3. Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

- la divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du Contrat,
- les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
- les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie,

21.4. Chacune des Parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent Contrat et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent Contrat et pour quelque cause que ce soit.

ARTICLE 21 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Dans tous les cas où le titulaire, ses cotraitants ou sous-traitants stockent ou traitent des informations à caractère personnel dans le cadre du présent contrat, ils endossent le rôle de sous-traitants au sens de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, de son décret d'application n°2018-687 du 1er août 2018 et du règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données. Ils s'engagent à respecter cette réglementation.

Dans ces conditions, il leur incombe :

- de traiter les données uniquement pour la seule finalité qui a été préalablement déterminée et de ne pas collecter de données à caractère personnel dont l'utilisation n'est pas strictement indispensable à l'exécution de la prestation,
- de ne jamais utiliser les données à caractère personnel à des fins de prospection,
- d'effectuer toutes les démarches auprès des autorités administratives compétentes et de fournir au pouvoir adjudicateur tous les moyens pour obtenir les autorisations éventuellement nécessaires à l'exécution des prestations, notamment en lui communiquant tous les documents et toutes les informations éventuellement demandés lors des déclarations auprès de la Commission nationale informatique & libertés (CNIL),
- d'informer immédiatement le pouvoir adjudicateur de toute infraction aux règles en matière de protection des données qu'indiqueraient ses instructions ou les prestations du contrat,
- de s'assurer d'un stockage physique des données à caractère personnel qui se limite aux solutions offertes par des entreprises établies en Europe ou aux entreprises bénéficiant d'un mécanisme de certification reconnu par la Commission européenne dans le cadre du dispositif « Privacy Shield »,

- le cas échéant, d'informer les personnes physiques dont ils stockent les données de leurs droits d'accès, de rectification, d'effacement, de portabilité ou d'opposition et de leur permettre de les exercer, si elles le souhaitent, y compris par leur décision de ne pas faire l'objet d'un traitement individuel automatisé, notamment pour du profilage.
- d'informer ces personnes des cas où leurs données personnelles seraient stockées en dehors de l'Union Européennes, de la localisation exacte des supports de stockage ainsi que des dispositions qui ont été prises pour garantir leurs droits dans des conditions conformes à la réglementation,
- de limiter, en dehors de toute obligation légale spécifique, le droit d'accès aux données à caractère personnel au pouvoir adjudicateur et aux sous-traitants désignés pour exécuter les prestations, tels qu'ils ont été identifiés auprès des personnes physiques concernées,
- d'assurer l'inviolabilité, la sécurité et l'intégrité de toutes les données à caractère personnel recueillies ainsi que de leur traitement, notamment au moyen des méthodes de chiffrement appropriées, y compris avec hachage et sel ou clé déportés lorsque c'est techniquement possible,
- d'informer, dans un délai maximal de 12 heures, le pouvoir adjudicateur des éventuels incidents qui n'ont pas pu être évités, afin que ce dernier soit en mesure d'en informer dans les temps, si nécessaire, la CNIL et la personne concernée, à charge pour le titulaire de vérifier que cette notification a bien été réalisée par ses propres sous-traitants, le cas échéant,
- de s'assurer, en interne, de la suppression totale et irrécupérable de toutes les données à caractère personnel à compter du terme du contrat, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prévoit une obligation légale de conservation.

En outre ils doivent être en mesure de fournir des analyses d'impact relatives à la protection des données. Les employés du sous-traitant qui ont accès aux données concernées sont soumis à une obligation de confidentialité.

Il doit prendre toute mesure pour garantir un niveau de sécurité adapté aux risques.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du contrat, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur afin de se conformer aux règles nouvelles donneront lieu à la signature d'un avenant signé par l'ensemble des parties.

Le titulaire désignera la personne physique ou morale comme délégué à la protection des données (DPO).

ARTICLE 22 – DISPOSITION DE VIGILANCE (Article D 8222-5 du Code du travail)

Le Titulaire s'engage à fournir tous les six mois à compter de la notification de l'accord-cadre et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du Code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le Titulaire sur la plate-forme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'Organisme, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du Titulaire. Ainsi, l'organisme pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du Titulaire.

ARTICLE 23 – DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Il est dérogé aux :

Chapitre III - Article 14 « Pénalités pour retard »

Chapitre VII - Article 42 « résiliation pour motif d'intérêt général »

du C.C.A.G.F.C.S.